



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction
des Libertés Publiques

ARRÊTE

n° 2010-DLP/BUPE-**465** du **13 août 2010**

mettant en demeure la société RAFFEL à SARREBOURG de régulariser sa situation en respectant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-313 du 13 août 2010 et de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2010-85 du 28 octobre 2010 portant délégation de signature en faveur de M. Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°2004-AG/2-526 du 22 décembre 2004 autorisant la société RAFFEL à poursuivre l'exploitation de son établissement situé Zone Industrielle à SARREBOURG et régularisant sa situation administrative ;

VU le dossier de cessation d'activité partielle déposé par la société RAFFEL le 28 avril 2010 ;

VU le courrier de la société RAFFEL en date du 12 juillet 2010 notifiant l'arrêt définitif de l'ensemble de ses activités à compter du 8 juillet 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-313 en date du 13 août 2010 prescrivant à la société RAFFEL des prescriptions complémentaires concernant la cessation partielle de ses activités ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 novembre 2010 ;

Considérant que la société RAFFEL n'a pas fait parvenir les propositions d'usage futur des bâtiments libérés suite à l'arrêt des activités de galvanisation et de traitement de surface et n'a pas transmis l'évaluation du risque sanitaire comme demandé par l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-313 en date du 13 août 2010 ;

Considérant que la société RAFFEL n'a pas joint à sa notification du 12 juillet 2010 précitée le mémoire de cessation d'activité comprenant tous les éléments demandés par l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que de ce fait la société RAFFEL ne respecte pas les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-313 en date du 13 août 2010 et de l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er} : La société RAFFEL, dont le siège social est situé rue Raymond Morin 57400 SARREBOURG est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté de régulariser sa situation en respectant les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DEL/BUPE-313 du 13 août 2010 et de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement dans les délais suivants :

- article 3 de l'arrêté précité : un mois,
- article R512-39-1 du Code de l'Environnement : deux mois.

Article 2 : Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 - : En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

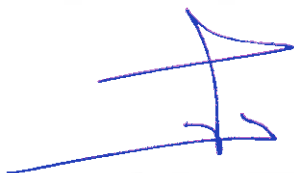
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Article 4 - : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle
Le Sous-Préfet de Sarrebourg
les Inspecteurs des Installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de Sarrebourg où est implantée l'entreprise.

Fait à Metz,

Le Préfet



ROBERT SCHNEIDER



Le Secrétaire Général